

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N°2025-36

**TRAITEMENT DES REFUS DE TRI DU CENTRE DE TRI DE
TORCY**

Date limite de remise des offres
Mercredi 13 août 2025 à 17h00

Table des matières

Article 1. ACHETEUR	3
Article 2. OBJET ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1 Objet du contrat	3
2.2 Procédure de passation	3
2.3 Forme du marché	3
2.4 Décomposition du contrat	3
2.4.1 Allotissement	3
2.4.2 Variante-Tranche optionnelle.....	3
2.5 Durée et délai d'exécution	3
2.6 Forme juridique de l'attributaire.....	3
2.7 Durée de validité des offres	4
Article 3. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	4
3.1 Contenu du dossier de consultation	4
3.2 Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique	4
3.3 Modification de détail du DCE.....	4
Article 4. CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION.....	4
4.1 Date limite de remise des offres	4
4.2 Renseignements à fournir concernant la candidature	5
4.3 Renseignements à fournir concernant l'offre.....	5
4.4 Langue de rédaction des offres	6
4.5 Conditions d'envoi ou de remise des plis	6
Article 5. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
5.1 Examen des candidatures	6
5.2 Attribution du marché	7
Article 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	7
Article 7. PROCEDURE DE RECOURS	8

Article 1. ACHETEUR

Syndicat mixte d'études et de traitement des déchets (SMET 71)

Route de Lessard le National
71150 Chagny

Représenté par M. Dominique JUILLOT, président

Article 2. OBJET ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Objet du contrat

Le présent marché a pour objet le traitement d'une partie des refus du centre de tri de Torcy (71210).

L'ensemble des prestations attendues est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.2 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure formalisée, en application des articles L2124-2, R2161-3 2° et R2161-5 du Code de la commande publique.

2.3 Forme du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans minimum et avec un maximum en application des articles L2125-1 1°, R2121-8, R2162-2, R2162-4, R2162-5, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Année	Quantité maximale annuelle
2025	500 t
2026	1 000 t
2027	1 000 t
2028	1 000 t

2.4 Décomposition du contrat

2.4.1 Allotissement

Compte tenu des spécificités techniques des prestations, il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2.4.2 Variante-Tranche optionnelle

Pas de variante ni de tranche optionnelle.

2.5 Durée et délai d'exécution

La durée et le délai d'exécution sont fixées au CCAP.

2.6 Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le Pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R2142-21 1° du Code de la commande publique. En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142-24 du Code de la commande publique.

	<h1 style="text-align: center;">REGLEMENT DE LA CONSULTATION</h1>	Réf. : RG 8.1 PM : 8 Version : 1 Maj : 21/02/2025 Page : 4/8
---	---	--

2.7 Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 3. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

3.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises comprend les documents suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC)
- L'Acte d'engagement (AE) et son annexe
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Bordereau des Prix Unitaires et le Devis Quantitatif estimatif
- Les formulaires DC1 et DC2

3.2 Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément aux articles R2132-2 et R2132-3, R2132-6 et R2132-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation sur le profil acheteur du SMET 71, à l'adresse suivante : <https://www.ternum-bfc.fr/>

Le dossier est disponible gratuitement et téléchargeable exclusivement en format numérique.

Aucun document papier document DCE ne sera expédié par courrier aux candidats.

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi éventuel de compléments d'informations, précisions ou rectifications.

Dans le cas où un candidat ne s'identifie pas, il appartient à ce dernier de récupérer par ses propres moyens ou sous sa responsabilité tous compléments d'informations, précisions ou rectifications communiquées.

De même, si les candidats ne venaient pas à effectuer le retrait des modifications ou/et des précisions éventuellement apportées au DCE, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable.

3.3 Modification de détail du DCE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la limite ci-dessus est reportée, la disposition ci-dessus est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats n'ont pas à modifier les documents du marché, mais peuvent y apporter les compléments qu'ils jugent nécessaires à une bonne réalisation des prestations.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

Article 4. CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION

4.1 Date limite de remise des offres

Les candidats transmettent leur offre sur la plateforme acheteur du SMET 71 au plus tard **le 13 août 2025 à 17h00**.

4.2 Renseignements à fournir concernant la candidature

Les candidats devront obligatoirement transmettre les pièces suivantes :

1 – Les candidats pourront, soit, dûment compléter les DC1 et DC2 fournis dans le dossier de consultation, soit apporter, par tous documents équivalents les informations suivantes :

- Lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager la société ou le groupement dont elle est mandataire et habilitations de chacun des membres du groupement en cas de groupement d'entreprises
- Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, pour justifier qu'il n'entre pas dans un des cas mentionnés à l'article R2143-3 du Code de la commande publique.
- Une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global
- Une attestation sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier qu'il satisfait à l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L5212-1 à 4 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapé.

2 – Une attestation d'assurance responsabilité civile de l'année en cours et une attestation d'assurance responsabilité décennale de l'année en cours le cas échéant.

4.3 Renseignements à fournir concernant l'offre

Les candidats devront obligatoirement transmettre les pièces suivantes :

1 – L'Acte d'Engagement et son annexe (complété, daté, signé par une personne habilitée à engager le candidat, cachet commercial apposé) ;

2– Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (daté, signé par une personne habilitée à engager le candidat, cachet commercial apposé) ;

3– Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (daté, signé par une personne habilitée à engager le candidat, cachet commercial apposé) ;

4– Le Bordereau des Prix Unitaires et le Devis Quantitatif Estimatif (le Bordereau des prix unitaires devra préciser les modalités d'application de la TGAP et le montant indicatif 2024)

5- Un mémoire technique d'un maximum de 10 pages (hors annexes) comprenant les informations suivantes :

- le site/installation de traitement ;
- le mode de traitement (technique mise en œuvre) et la capacité de traitement ;
- la justification que le site proposé est autorisé à traiter des refus de centre de tri (ex. : extrait de l'arrêté préfectoral) ;
- les conditions et horaires d'acceptation des refus de tri sur l'installation ;
- les éventuelles indisponibilités dans l'année (en nombre de jour et volume non traitable) ;
- les éventuelles certifications ;
- au moins deux références de prestation équivalente réalisée au cours des trois dernières années : préciser la provenance des refus de tri, le volume traité et le montant de la prestation ;
- La justification de l'application ou non de TGAP sur le coût de traitement selon l'installation proposée et le cas échéant, le tarif applicable.

6- Un RIB

4.4 Langue de rédaction des offres

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.5 Conditions d'envoi ou de remise des plis

Conformément à l'article R2132-7 du Code de la commande publique, les offres doivent être remises par voie électronique.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.ternum-bfc.fr>

Référence du marché : 2025-36

La dématérialisation des offres s'effectuera en application des dispositions de l'arrêté du 27 juillet 2018 relatif aux exigences minimales des outils et dispositifs de communication et d'échanges d'information par voie électronique dans le cadre des marchés publics.

Les plis qui seraient envoyés après la date et heure limite ne seront pas retenus.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Les copies de sauvegarde pourront être remises selon deux possibilités :

- par remise en main propre contre récépissé à l'adresse suivante : SMET 71 Route de Lessard le National 71150 Chagny
- par pli recommandé avec avis de réception, portant la référence du marché et la mention Copie de sauvegarde - ne pas ouvrir-nom du candidat à l'adresse suivante : SMET 71 Service Commande Publique Route de Lessard le National 71150 Chagny

Article 5. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 Examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

5.2 Attribution du marché

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Montant des prestations évalué sur la base du DQE **55 points**
Note du critère prix = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre examinée) x 55

Valeur technique de l'offre **45 points**

⇒ Elle est évaluée sur la base des éléments décrits dans le mémoire technique du candidat tels que demandés à l'article 4.3 du présent RC. Ces éléments sont analysés au regard des attendus décrits dans le cahier des clauses techniques particulières.

- ✓ Sous critère 1 : modalité de traitement des refus : capacité, disponibilité, mode de traitement, autorisation, certification, etc. **25 points**
- ✓ Sous critère 2 : références **10 points**
- ✓ Sous critère 3 : Impact environnemental lié à la localisation de l'exutoire **10 points**

Les offres seront classées par ordre décroissant au regard de l'ensemble de ces critères et l'offre la mieux classée sera retenue.

Pour le sous-critère 3 : Impact environnemental lié à la localisation de l'exutoire (note sur 10)

Ce critère vise à apprécier l'impact environnemental indirect généré par l'acheminement des refus de tri jusqu'à l'exutoire proposé par le candidat, sur la base de la distance à parcourir.

Seule la distance routière aller, exprimée en kilomètres, entre le centre de tri TRICEA situé avenue des Ferrancins 71210 Torcy et l'exutoire proposé sera prise en compte.

Le candidat devra obligatoirement indiquer :

- L'adresse précise de l'exutoire,
- La distance routière aller (en kilomètres) entre le centre de tri et l'exutoire.

Grille de notation (sur 10 points) :

Distance aller entre le centre de tri et l'exutoire	Note attribuée
≤ 50 km	10
> 50 km et ≤ 75 km	8
> 75 km et ≤ 100 km	6
> 100 km et ≤ 125 km	4
> 125 km et ≤ 150 km	2
> 150 km	0

Article 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite via la plateforme Territoires numériques, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.ternum-bfc.fr>.

Les demandes pourront être réalisées au plus tard 6 jours ouvrés avant la date de remise des offres.



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Réf. : RG 8.1
PM : 8
Version : 1
Màj : 21/02/2025
Page : 8/8

Une réponse sera alors adressée au plus tard 3 jours avant la date de clôture à toutes les entreprises ayant retiré le dossier après identification.

Un retrait de dossier anonyme engagera de fait les candidats qui ne pourront arguer de la méconnaissance des modifications apportées à la consultation et /ou des réponses apportées aux questions des candidats.

Article 7. PROCEDURE DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Dijon

22 rue d'Assas BP 61616

21000 DIJON

Tél : 03 80 73 91 00

Télécopie : 03 80 73 39 89

Courriel : greffe.ta-dijon@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : http://dijon.tribunal_administratif.fr/

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.